

**Observatoire citoyen contre l'impunité et pour la redevabilité :
Des dysfonctionnements constatés dans la gouvernance !**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 18 FEVRIER 2022

1040

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Retrait de Barkhane
et de Takkuba du Mali**

L'épilogue d'un bras de fer



Fondation Santé Environnement : Une synergie d'action contre les déchets plastiques



Projet Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement : Des avancées constatées



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

17 Fev.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

850

Nouveaux cas confirmés

18

Nouveaux guéris

53

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

14 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
05 cas graves en soins intensifs
790 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 321

Guéris

28 341

Décès

717

dont 298 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

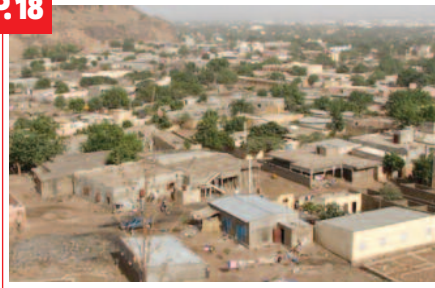
Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.18



P.23



/ Une /



Retrait de Barkhane et de Takkuba du Mali : L'épilogue d'un bras de fer

P.4

/ Brèves /



Mali : Une baisse 2,6 tonnes de la production aurifère

P.13

Mali : La France et ses partenaires confirment un « retrait coordonné » du pays

P.13

URD : La crise atteint son paroxysme

P.14

Humanitaire : Le FPR-MALIKA offre des sacs de riz aux veuves et orphelins des militaires

P.14

Complot contre le Mali : Le présumé coup de fil entre Ado et Boubou

P.14

Mali : L'armée française annonce le retrait de tous ses militaires

P.15

Drame à Niamey : Un élève tué par un agent de sécurité

P.15

/ Actualité /



Imbroglio autour de la désignation du chef de quartier de Lafiabougou :

P.18

Le quartier toujours orphelin d'un chef depuis quatre ans

P.19

Insécurité : Le cri de cœur de la population de Mondoro

Fondation Santé Environnement : Une synergie d'action contre les déchets plastiques

P.20

Projet Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement : Des avancées constatées

P.21

/ Politique /



Transition : Des positions politiques inconciliables !

P.23

Yelega-cadre d'échange : Rupture actée ?

P.24

Observatoire citoyen contre l'impunité et pour la redevabilité :

Des dysfonctionnements constatés dans la gouvernance !

P.25

/ Culture & société /



Institut national des arts : Des étudiants s'opposent à une mesure gouvernementale

P.26

/ International /



Crise ukrainienne : À Tchernihiv, la population garde son calme malgré la menace russe

P.27

UE-Afrique : Un sommet pour redéfinir la relation entre les deux continents

P.28

/ Sport /



MERCATO – Barcelone : XAVI reçoit un surprenant appel du pied !

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Retrait de Barkhane et de Takkuba du Mali

L'épilogue d'un bras de fer

Tout avait été préparé au millimètre et à la seconde près. Le retrait des forces françaises Barkhane ou européennes Takkuba sous le leadership de la France ne devait en aucun cas impacter sur la proche élection présidentielle en France ni avoir les apparences d'un bras de fer entre le Mali et l'expansion coloniale. Ainsi donc ont été conviés avant-hier mercredi à Paris le président en exercice du G5-Sahel, le « presque putschiste adoubi » Mahamat Deby Itno, le nouveau chouchou de la France le nigérien Mohamed Bazoum, des chefs d'Etat de la CEDEAO conduits par le président en exercice, le ghanéen Addo Akuffo, le président du Conseil de l'Europe Charles Michel et celui de l'Union africaine, un haut représentant du Canada et enfin d'autres pays européens contributeurs dans l'opération Takuba. Il est à remarquer que des pays membres de G5-Sahel et/ou de la CEDEAO à savoir le Burkina Faso, la Guinée et le Mali ont été superbement ignorés en raison des coups d'Etat qui s'y sont déroulés. Alors,

il faudrait donc, sur le plan conceptuel trouver un qualificatif à ce qui s'est passé au Tchad et une explication à la présence du fils Deby. Au cours d'une agape organisée dans la soirée au Palais de l'Élysée, ce beau monde a décidé de donner une raclée collective au Mali qui devait, dès le lendemain être validée par un sommet Union européenne – Afrique. Au cours duquel ont été miroités 140 milliards d'euros. Que n'obtiendrait-on avec un tel montant ? Le Mali donc, au terme de la soirée élyséenne a été cloué au pilori malgré des circonlocutions diplomatiques et des professions de bonne foi à l'égard de notre pays. Ainsi la Déclaration conjointe sur la lutte contre la menace terroriste et le soutien à la paix et à la sécurité au Sahel et en Afrique de l'ouest affirme sa détermination « **à soutenir le Mali et sa population dans leurs efforts pour obtenir une paix durable et la stabilité, ainsi que pour combattre les menaces terroristes au Sahel** ». Dans la même veine elle réaffirme la forte volonté des pays signa-

taires à poursuivre leur partenariat et leur engagement pour le peuple malien dans la durée, pour faire face à tous les défis posés par l'activité des groupes armés terroristes au Sahel. Ces caresses dans le sens du poil préparaient juste un soutien aux sanctions de la CEDEAO contre le Mali invité à organiser des élections dans les plus brefs délais. C'est après toutes ces précautions que les pays signataires en sont arrivés à l'objet même de leur rencontre. A l'« os de la parole » diraient les maliens « **En raison des multiples obstructions des autorités de transition maliennes, le Canada et les Etats Européens opérant aux côtés de l'opération Barkhane et au sein de la Task Force Takkuba estiment que les conditions politiques, opérationnelles et juridiques ne sont plus réunies pour poursuivre efficacement leur engagement militaire actuel dans la lutte contre le terrorisme au Mali et ont donc décidé d'entamer le retrait coordonné du territoire malien de leurs**



moyens militaires respectifs dédiés à ces opérations ». Mais alors comment organiser la lutte contre le terrorisme au Sahel sans le Mali qui géographiquement se trouve au centre du Sahel et aussi de l'Afrique de l'ouest avec une frontière avec 7 autres pays. Avec cette forte interrogation, les nouveaux alliés de Paris reviennent vite sur terre « **Compte tenu des impacts de la situation sur la population malienne, nous soulignons collectivement notre engagement de longue date envers le peuple malien, ainsi que notre volonté de continuer à nous attaquer aux causes profondes de l'insécurité en mobilisant l'aide pour répondre aux besoins immédiats et à plus long terme**

de la population, en particulier des personnes les plus vulnérables ».

Avant de conclure derechef « **Nous réaffirmons aussi notre disponibilité à poursuivre le dialogue avec les autorités de transition maliennes** ».

Mais avant, il a été décidé de travailler en « **étroite coordination avec les Etats voisins du Mali qui ont également exprimé leur volonté de rester engagés dans la région, dans le respect de leurs procédures constitutionnelles respectives** ». Ainsi, la présence militaire européenne se renforcera au Niger pressenti pour accueillir la base de Gao qui y sera délocalisée. Les mêmes européens débarqueront sans doute aussi dans les

pays côtiers du Golfe de Guinée ou le terrorisme se propage rapidement et où la panique commence à s'installer.

Le Mali, face à cette attitude ne pouvait rester inerte et silencieux. C'est tard dans la nuit que le gouvernement de la transition a réagi.

Malikilé reviendra sur cette position du Mali et sur la fin du sommet de Bruxelles dans sa parution de demain.

Lire en encadré la Déclaration conjointe sur la lutte contre la menace terroriste et le soutien à la paix et à la sécurité au Sahel et en Afrique de l'ouest.

■ **Moctar SOW**





SERVICE DE PRESSE
ET VEILLE

Palais de l'Élysée, le jeudi 17 février 2022

**DECLARATION CONJOINTE SUR LA LUTTE CONTRE LA MENACE
TERRORISTE ET LE SOUTIEN A LA PAIX ET A LA SECURITE AU
SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST**

A la veille du Sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine, nous, les pays sahéliens et voisins ainsi que les partenaires internationaux, nous sommes réunis pour échanger sur la situation au Sahel. Nous restons déterminés à soutenir le Mali et sa population dans leurs efforts pour obtenir une paix durable et la stabilité, ainsi que pour combattre les menaces terroristes au Sahel.

Nous réaffirmons tous notre forte volonté de poursuivre notre partenariat avec et notre engagement pour le peuple malien dans la durée, pour faire face à tous les défis posés par l'activité des groupes armés terroristes au Sahel.

Nous constatons et regrettons que les autorités maliennes de transition n'aient pas tenu leurs engagements envers la CEDEAO, soutenue par l'Union africaine, d'organiser des élections présidentielles et législatives avant le 27 février 2022. Nous exhortons les autorités maliennes à achever la période de transition et à organiser des élections libres, équitables et crédibles. Nous soutenons pleinement les efforts en cours de la CEDEAO et de l'UA pour le retour du Mali à l'ordre constitutionnel dans les meilleurs délais.

Nous exhortons les autorités maliennes à réengager un dialogue constructif avec la CEDEAO et l'Union africaine, au plus haut niveau, afin de trouver une solution en faveur de la stabilité et du développement du Mali et de toute la région.

En raison des multiples obstructions des autorités de transition maliennes, le Canada et les Etats Européens opérant aux côtés de l'opération Barkhane et au sein de la Task Force Takuba estiment que les conditions politiques, opérationnelles et juridiques ne sont plus réunies pour poursuivre efficacement leur engagement militaire actuel dans la lutte contre le terrorisme au Mali et ont donc décidé d'entamer le retrait coordonné du territoire malien de leurs moyens militaires respectifs dédiés à ces opérations. En étroite coordination avec les Etats voisins, ils ont également exprimé leur volonté de rester engagés dans la région, dans le respect de leurs procédures constitutionnelles respectives.

A la demande de leurs partenaires africains, et sur la base de discussions sur les futures modalités de leur action conjointe, ils sont néanmoins convenus de poursuivre leur action conjointe contre le terrorisme dans la région du Sahel, notamment au Niger et dans le Golfe de

Guinée, et ont engagé des consultations politiques et militaires avec eux dans l'objectif d'arrêter les paramètres de cette action commune d'ici juin 2022.

Nous soulignons la contribution essentielle de la MINUSMA à la stabilisation au Mali, à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, à la protection du peuple malien, notamment des droits humains, et à la création d'un environnement sûr pour l'aide humanitaire. Nous reconnaissons également l'engagement et le prix payé en termes de vies humaines par les pays contributeurs de troupes et de policiers.

De même, nous rappelons la contribution substantielle de l'Union européenne et de ses missions à la paix et la sécurité au Sahel. Nous réaffirmons l'objectif crucial de renforcer les moyens et capacités des forces de sécurité des pays de la région et d'accroître ainsi la sécurité des populations locales là où, et si, les conditions nécessaires sont réunies.

Compte tenu des impacts de la situation sur la population malienne, nous soulignons collectivement notre engagement de longue date envers le peuple malien, ainsi que notre volonté de continuer à nous attaquer aux causes profondes de l'insécurité en mobilisant l'aide pour répondre aux besoins immédiats et à plus long terme de la population, en particulier des personnes les plus vulnérables. Nous réaffirmons aussi notre disponibilité à poursuivre le dialogue avec les autorités de transition maliennes.

Afin de contenir la potentielle extension géographique des actions des groupes armés terroristes en direction du Sud et de l'Ouest de la région, les partenaires internationaux indiquent leur volonté d'envisager activement d'étendre leur soutien aux pays voisins du Golfe de Guinée et d'Afrique de l'Ouest, sur la base de leurs demandes. Ces actions viendraient soutenir les initiatives et organisations régionales pertinentes telles que l'UA, la CEDEAO, le G5 Sahel et l'Initiative d'Accra et renforcer les stratégies nationales visant à améliorer la résilience ainsi que les conditions de vie et de sécurité dans les régions les plus vulnérables.

Nous demandons au Haut-représentant de la Coalition pour le Sahel d'organiser rapidement une réunion ministérielle de la Coalition, qui aura pour objet d'établir un bilan de la feuille de route adoptée en mars 2021 et de prendre en compte ces nouvelles orientations.

■ Kaou Abdramane Diallo



#Aujourd'hui c'est un autre jour
C'est le prétentieux et désavoué qui quitte le Mali, pas L'UE

Après 10 ans de déstabilisations, après 10 ans à jouer au pompier pyromane tourneur en rond, après 10 ans au jeu de cache-cache de "Ni Paix Ni Guerre", c'est un constat d'échec total; ajouter à ça, le camouflet cinglant de ce discours par le reste de L'UE à l'endroit de ceux qui se sont crus être "propriétaires à vie de nos vies". Monumentale erreur !

Le Mali n'est contre personne et est prêt à travailler avec n'importe quel partenaire pourvu qu'on prenne en compte nos vues et qu'on nous respecte. C'est la base. Nous avons repris le contrôle
Félicitations à tous ceux qui y ont crû et qui se sont battus pour qu'aujourd'hui soit

Désormais notre propre sécurité nous incombe. Exclusivement !

Fini le temps des discours, place aux actes maintenant.

Nous l'avons voulu, nous l'avons, donc, assumons nous jusqu'au bout.

Kaou Abdramane Diallo

■ Primature du Mali



Primature : Les membres du Gouvernement réunis en conseil de cabinet.

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M.

Choguel Kokalla Maïga, a présidé, ce jeudi 17 février 2022, une réunion du conseil de cabinet, réunissant les membres du Gouvernement. Au menu des échanges, l'examen d'un projet d'ordonnance régissant la profession d'architecte en République du Mali et d'un projet de décret instituant les redevances pour la sauvegarde du fleuve Niger et fixant ses modalités de perception et de répartition.
CCRP/Primature



■ Bina Sogoba



France :Tapis rouge à DEBY, carton rouge à Goïta ! Quelle injustice de Macron.On s'en fout de la France.Mais Ado paiera cache dans un bout de temps.

22 Chinois arrêtés dans les localités de Yanfolila.

■ Mali Actu



La Fondation américaine Global Fire power vient de publier, il y a quelques jours son classement 2022 des armées du monde, basé sur 55 sous-indices. Sur les 140 pays notés cette année, le Mali occupe la 99eme place, devant plusieurs pays africains, notamment, le Cameroun, le Niger, la Tanzanie entre autres.



■ Parlons Foot 237



72 heures, c'est le délai que le comité exécutif de la FECAFOOT a accordé à son Président Samuel Eto'o pour prendre une décision sur l'avenir d'Antonio Conceição à la tête des Lions Indomptables du Cameroun.
#PF237



■ Daouda Bakary Kone

Air France abandonne la CEDEAO en plein Vol et négocie pour sa survie au Mali...17 février 2022



■ Ammy Baba Cisse

Le Ministre Abdoulaye Diop qui a expliqué aux représentants européens que les relations entre le Mali et ses partenaires sont toujours des relations à discussion.



Jeune Afrique 2 h · 🌐

Le président de la transition guinéenne a rencontré discrètement des officiels russes à Conakry, ce 15 février. Un signe du maintien des bonnes ... Voir plus

JEUNEAFRIQUE.COM
Guinée – Russie : quand Moscou approche
Doubouya – Jeune Afrique

■ Afro-life

En Italie il ya une équipe de football nommée SANKARA FC.
Sur leur maillot on aperçoit les couleurs du Burkina Faso avec l'effigie de capitaine Thomas Sankara.
Quelle Fierté pour le peuple burkinabè.



■ Hamidou Doumbia

Moussa MARA n'a pas fait de déclaration officielle encore . Il va suivre la décision du parti YELEMA qui sera rendu public à travers les canaux officiels du parti.
Merci de rester à l'écoute.



■ Ibrahima Khalil Toure

De très graves révélations d'attribution de marché frauduleux sont faits par Ras-Bath avec une société nommée Constant limited!



■ KAPT MEDIA

Pour Me Agbor Nkongho, les dernières nominations à la Fecafoot ne sont pas du tout dans le respect de l'équilibre régional, car après la session ordinaire de la Fédération qui s'est tenue ce mercredi 16 février 2022 à Limbé, le Comité exécutif de la Fédération camerounaise de football a nommé plusieurs responsables, mais aucun nom anglophone n'y figure ce qui pour lui est une fois de plus une forme de marginalisation.



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

SEM Murat M ONART, Ambassadeur de Turquie au Mali a été reçu en audience par SEM Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale. Ils sont convenus d'œuvrer au renforcement de la coopération bilatérale qui s'inscrit dans le cadre de la volonté des autorités Maliennes de diversifier leurs partenaires.



Ouverture Média - OM

OM #Sport : BREAKING !
Kylian Mbappé étudie une nouvelle offre du PSG qui ferait de lui le joueur le mieux payé au monde!
Un salaire de 1,2 millions d'euros par semaine lui est proposé ! Soit plus de 62 M€ par an (Independent)
Il toucherait le plus gros salaire de l'histoire du football
#OM SPORT



Fier D Etre Malien et Africain.

#URGENT

#AnSongo #TESSIT

Depuis 14 heures selon une source locale, une opération militaire menée par les forces armées maliennes est en cours... dans la zone de Lellahoye à #TESSIT. Il y a d'abord eu des frappes aériennes visant des positions de groupes terroristes suivies des éléments FAMA seraient visibles sur le terrain pour ratisser la zone. A suivre
Anass MAÏGA



Dr Malika Issoufou

#Jumaa_Mubarak

Le Prophète صلى الله عليه وسلم a dit

: « Il n'y a pas un musulman qui meurt le jour du vendredi ou la nuit du vendredi sans qu'Allah ne le protège de l'épreuve de la tombe ».

Rapporté par l'Imâm Ahmad Ibn Hanbal.

Que le bon Dieu protège le Niger et son peuple Amine ya rabbi



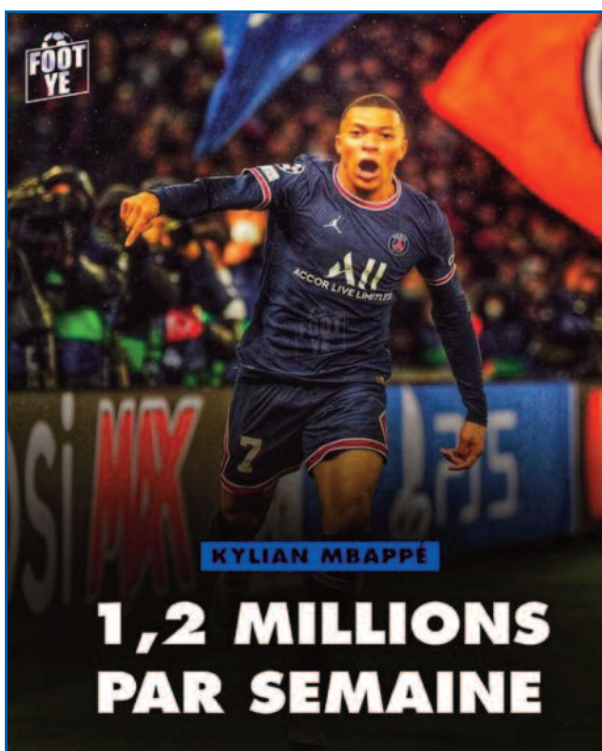
■ Footye



INCROYABLE ! Le PSG vient de proposer un salaire de 1,2 millions d'euros par semaine pour que Kylian Mbappé prolonge avec le club, ce qui ferait de lui, et de loin, le joueur le mieux payé au monde avec 63 M€ par an ! (The Independent)

De plus, Emmanuel Macron et Nicolas Sarkozy seraient intervenus directement auprès de l'attaquant français pour le convaincre de rester au PSG. (El Mundo)

Ça va très loin !



■ Justice Mali Justice



Si c'est pour le Mali, les ministres doivent avoir un salaire forfaitaire de 200.000 cfa

■ YELEMA : "MOUSSA MARA PRÉSIDENT DU MALI EN 2022"



Le porte parole du parti YELEMA, Hamidou DOUMBIA sera en direct sur la 88.2FM Radio Sahel de Kayes à partir de 16h 00

Son intervention sera sur le communiqué du parti YELEMA relatif à sa désolidarisation au cadre à propos de la non reconnaissance des autorités de la transition à partir de 25 mars !

Merci d'écouter le direct du Secrétaire politique du parti YELEMA !



■ Demba Ba



C'EST FRANCE 24 qui est doux aujourd'hui édition spécial sur édition n'es pas maciré diop

■ Paul Diarra



Le Représentant spécial de la CEDEAO pour le Mali, SEM Mário Gomez Fernandez, a été reçu en audience ce mercredi 16 février, par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, SEM Abdoulaye DIOP.

Il s'agissait d'une rencontre de prise de contact avec le chef de la diplomatie malienne.

Le Représentant spécial, SEM Mário Gomez Fernandes a exprimé sa détermination personnelle et réaffirmé l'engagement de son organisation (CEDEAO) à poursuivre son soutien au Mali et son accompagnement pour d'une sortie de crise par le dialogue.

Enfin, SEM Abdoulaye DIOP a souhaité la bienvenue au nouveau Représentant résident de la CEDEAO au Mali et l'assuré de la disponibilité et de l'accompagnement de son Département dans l'accomplissement de sa mission.

Bureau de Presse et de l'Information / MAECI





DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Mali : Une baisse 2,6 tonnes de la production aurifère



Au Mali la production aurifère enregistrée en 2021 a été de 63,4 tonnes contre 71,2 tonnes en 2020, soit une baisse de 2,6 % en glissement annuel, a indiqué mercredi, Baye Coulibaly, chargé de communication du ministère des mines dans une déclaration à l'Agence Anadolu.

■ En 2021, la production déjà arrêtée est de 63,4 tonnes cette production est au-delà de la prévision fixée à 60,5 tonnes” a précisé la même source ajoutant « qu’en 2020, la production réalisée était de 71,2 tonnes d’or dont 65,2 tonnes provenant des mines industrielles et 6 tonnes de l’orpaillage traditionnel » Selon lui, « cette baisse de production annuelle s’explique essentiellement par le fait que certaines sociétés minières ont arrêté leur production pendant quelques mois leurs productions dont notamment la Société des mines de SYAMA, (SOMISY SA), pour plusieurs raisons et le fait aussi qu’on attendait le démarrage de la mine d’or de Faboula Gold et celle de Somika SA à Kalana ». Il cite en outre, la crise sanitaire liée à la covid-19, dont des cas positifs qui ont conduit à la fermeture des sites de quelques jours. « Donc toutes ces situations qui ont fait que nous n’avons pas atteint la production annuelle de 2020 », a-t-il précisé. S’agissant des raisons de l’arrêt de production de la société minière SOMISY, Coulibaly cite les accidents au niveau de la mine et autres attaques terroristes dont a été victime la société en 2021 entre Sebaboubou et Kwala dans la région de Kayes. « Nous avons aujourd’hui 14 mines qui sont opérationnelles dont (Barrick et B2Gold) des sociétés canadiennes et Resolute Mining australienne qui produisent une plus grande quantité d’or variant entre 15 à 20 tonnes ont été également affectées par la crise politico-sanitaire que vit le pays » a-t-il rappelé.

Source : Anadolu Agency

Mali : La France et ses partenaires confirment un « retrait coordonné » du pays



Après un dîner de travail à l'Élysée auquel ont pris part une trentaine de dirigeants africains et européens, la France, ses partenaires européens et le Canada ont annoncé ce jeudi 17 février le retrait des forces militaires du Mali après neuf ans d'intervention militaire contre les jihadistes.

C'est après une réunion mercredi soir à l'Élysée entre les partenaires africains et européens pour évoquer la situation au Sahel que la décision a été entérinée. Les forces de Barkhane et Takuba vont donc quitter le Mali lors d'un « retrait coordonné ». « En raison des multiples obstructions des autorités de transition maliennes », les pays estiment que les conditions politiques, opérationnelles et juridiques ne sont plus réunies pour poursuivre efficacement leur engagement militaire actuel. « Nous restons déterminés à soutenir le Mali et sa population dans leurs efforts pour obtenir une paix durable et la stabilité », précise le texte de cette déclaration conjointe. Les pays signataires ont convenu de poursuivre leur action contre le terrorisme dans la région du Sahel, notamment au Niger et dans le golfe de Guinée. Des consultations politiques et militaires ont été engagées avec les pays concernés pour mettre en place d'ici à juin 2022, « les paramètres de cette action commune ». « Afin de contenir la potentielle extension géographique des actions des groupes armés terroristes en direction du Sud et de l'Ouest de la région, les partenaires internationaux indiquent leur volonté d'envisager activement d'étendre leur soutien aux pays voisins du Golfe de Guinée et d'Afrique de l'Ouest, sur la base de leurs demandes», précisent-ils dans leur déclaration conjointe. Cette décision de retirer les troupes françaises après intervient dans un contexte de crise aiguë entre Paris et Bamako, qui n'a cessé de croître depuis le coup d'État militaire du 18 août 2020. Au cœur des crispations, figurent notamment l'arrivée de mercenaires russes du groupe Wagner au Mali, l'expulsion de l'ambassadeur de France ou encore celle d'un contingent de soldats danois.

Source : RFI

URD : La crise atteint son paroxysme



La crise politique au sein de l'URD a atteint un autre tournant. Déchiré par deux clans qui se livrent à une guerre de succession à la présidence du parti un an après le décès de Soumaïla Cissé, les antagonistes étaient au Camp 1 de la gendarmerie de Bamako lundi 15 février.

Après le Congrès extraordinaire du 16 janvier dernier ayant propulsé Gouagnon Coulibaly à la tête de la présidence du parti, en remplacement du Pr. Salikou Sanogo, le 1er vice-président qui assurait jusque-là l'intérim, celui-ci a convoqué au Camp 1 de la gendarmerie de Bamako la nouvelle équipe dirigeante du parti. Gouagnon Coulibaly, sa troisième vice-présidente, son secrétaire général adjoint, et d'autres étaient parmi les convoqués. « Comme l'affaire est devant la loi, ils ont demandé à Gouagnon Coulibaly d'arrêter de signer des actes au nom de l'URD avant la fin de la procédure », explique un membre du parti. Cette convocation fait suite à une première déjà devant la police avant la tenue du congrès.

Source : Journal du Mali

Humanitaire : Le FPR-MALIKA offre des sacs de riz aux veuves et orphelins des militaires



L'Association « Force Patriotique de Renaissance (FPR-Malika) » a procédé, mercredi, à la remise d'un important lot de vivres aux veuves et orphelins des militaires et paramilitaires tombés sur le champ d'honneur. L'évènement s'est déroulé dans l'enceinte de la Direction du Service Social des Armées. Cette donation est composée de 100 sacs de riz et d'une enveloppe symbolique de 1.500.000 FCFA.

A cette occasion, Le porte-parole de la présidente de l'Association, Issa Kassogué, a souligné que l'une des préoccupations de FPR-Malika demeure le réarmement moral des militaires, en leur apportant un soutien en reconnaissance des services rendus à la Nation. De son côté, le représentant du Chef d'Etat-major général des Armées, le Colonel Moussa Sissoko, a remercié la FPR pour sa générosité et sa solidarité en faveur des orphelins des militaires décédés sur le champ de l'honneur. Il a demandé aux familles endeuillées d'être fières du sacrifice des illustres disparus.

Source : L'INDEPENDANT

Complot contre le Mali : Le présumé coup de fil entre Ado et Boubou

Une présumée conversation téléphonique, entre Alassane Dramane Ouattara (ADO) et Dr Boubou Cissé, ancien Premier ministre malien, a été virale sur les réseaux sociaux. Le parquet du tribunal de première instance de la commune IV du District de Bamako vient d'ouvrir une enquête.

Ouverture d'une enquête préliminaire, par le parquet de Céans pour atteinte ou tentative d'atteinte et complicités à la sûreté intérieure et externe du Mali : support, une conversation téléphonique, dont l'authenticité en cours de vérification entre deux hautes personnalités, dont l'une est malienne », annonce le parquet de la commune IV du District de Bamako. Sur cette vidéo, diffusée vendredi 11 février, par Afrique-Media, télévision panafricaine basée au Cameroun, on entend l'ex-Premier ministre malien, aujourd'hui à l'extérieur du pays, faire le point des effets des sanctions imposées au Mali, le 9 janvier dernier, par la CEDEAO et l'UEMOA ; tandis que le président ivoirien, se satisfait des conséquences graves de ces sanctions sur la population malienne. Avant de qualifier la Russie de « partenaire peu fiable ». Et le président ivoirien de conclure, en ces termes : « Ces autorités ma-

liennes n'ont encore rien vu. Elles n'ont pas le choix : elles devront faire ce qu'on leur a dit, ou se plier à ces sanctions ». D'une durée d'environ 30 minutes, cette vidéo – non encore authentifiée – a été virale sur les réseaux sociaux. En attendant les résultats de son authentification, le parquet du tribunal de première instance de la commune IV du District de Bamako a ouvert une enquête préliminaire pour « atteinte ou tentative d'atteinte et complicités à la sûreté intérieure et extérieure du Mali ». Interrogé, sur cette vidéo par « Afrique-Média », la télévision panafricaine, Luc Michel, géo-politologue belge, affirme que « les propos de Alassane Dramane Ouattara ne sont, ni plus, ni moins, que de la propagande ». Avant de conclure « chers Africains, tenez bon ! ». Pour l'heure, aucune réaction, ni de l'ex-Premier ministre malien, ni du président ivoirien.

Oumar Babi / Source : Canard déchaîné



Mali : L'armée française annonce le retrait de tous ses militaires

Même si le communiqué de ce jeudi 17 février 2022 parle d'un retrait coordonné, la France quitte le Mali avec ses soldats à partir de cette date. Ce départ, qui se fera avec toutes les forces étrangères qui se trouvent dans le nord du Mali sans qu'aucune avancée notable ne soit perceptible dans le Sahel, est une victoire des nouvelles autorités maliennes dans leur bras de fer avec Paris.

C'est désormais officiel. La France va opérer un retrait de ses soldats stationnés au Mali. C'est un communiqué officiel qui authentifie cette annonce. Avec ses alliés européens au sein de la Force Takuba et le Canada, la France évoque un «retrait coordonné» du Mali où son armée était arrivée en 2013.

«En raison des multiples obstructions des autorités de transition maliennes, le Canada et les Etats européens opérant aux côtés de l'opération Barkhane et au sein de la Task Force Takuba estiment que les conditions politiques, opérationnelles et juridiques ne sont plus réunies pour poursuivre efficacement leur engagement militaire actuel dans la lutte contre le terrorisme au Mali et ont donc décidé d'entamer le retrait coordonné du territoire malien de leurs moyens militaires respectifs dédiés à ces opérations», écrit l'Elysée.

La France était appelée à revoir les conditions de son engagement militaire avec les autorités maliennes. Une révision des accords de défense que Paris redoutait. La France va alors refuser de discuter avec les Ma-



liens, tout en diabolisant le nouveau régime accusé de vouloir s'éterniser au pouvoir. Les autorités maliennes, quant à elles, mettent en avant l'endigement de la menace terroriste comme point nodal de leur action. Avant tout autre chose.

« Nous constatons et regrettons que les autorités maliennes de transition n'aient pas tenu leurs engagements envers la CEDEAO, soutenue par l'Union africaine, d'organiser des élections présidentielles et législatives avant le 27 février 2022. Nous exhortons les autorités maliennes à achever la période de transition et à organiser des élections libres, équitables et crédibles », ajoute le communiqué de la France. Assimi Goïta et son Premier Ministre Choguel Maïga gagnent un combat de longue haleine contre la France. Installée au Mali depuis 2013, l'armée française n'a pu faire reculer le terrorisme. Mais en moins de 5 mois, les militaires maliens infligent d'énormes pertes aux djihadistes grâce à leur collaboration avec la Russie. Un partenariat que décrie la France, curieusement.

Source : Afrikmag

Drame à Niamey : Un élève tué par un agent de sécurité

Mardi 15 février 2022. Une chaleur torride règne sur Niamey, capitale du Niger. Vers 14 heures, une nouvelle enflamme les réseaux sociaux. Un garçon - en compagnie de ses camarades dans une voiture - a trouvé la mort, suite aux tirs d'un agent de sécurité. Il s'appelait Nouridine Alio. L'émotion était à son comble, d'autant plus que la victime était un jeune élève. C'est toujours un drame quand une fleur se fane. Selon quelques témoins, la survenance de cette tragédie s'explique par le jeu de vitesse auquel se serait livré le chauffeur (qui a survécu), tout près du domicile d'un responsable étatique.

Le même jour, le Procureur de la République près le TGI du Niamey a animé un point de presse. Selon lui, « la vitesse avec laquelle le véhicule a foncé droit vers le poste qui assurait la sécurité [du domicile d'un responsable étatique] » a fait réagir « un des éléments de cette sécurité » qui « a tiré deux ou quatre fois. Et [une] balle a malheureusement atteint un des occupants en question... Ce sont des événements regrettables... Devant la situation, nous avons immédiatement instruit la Direction de la police judiciaire pour ouvrir une enquête » et « nous permettre de comprendre ce que s'est réellement passée ».

Il a poursuivi en déclarant avoir identifié l'élément en question qui a ouvert le feu. Relevé de son poste, il serait actuellement « en garde à vue au niveau de la police judiciaire pour les besoins de l'enquête ». Le Procureur a conclu en ces termes : « Je garantis que tout sera fait pour



que la vérité se manifeste ». En attendant, le jeune Nouridine a été inhumé, le lendemain de sa disparition. L'opinion est largement émue et réclame justice. Même si, certains n'attendent pas grand chose au regard des expériences passées. Sur sa page Facebook, en effet, l'artiste-slameur Althess a écrit ce qui suit : « Nous connaissons tous la suite de l'affaire. Les sections vont crier justice. Après la classe syndicale sera financièrement vaccinée. Les parents de l'enfant seront reçus en audience. Après, en bons musulmans, ils vont pardonner. Et pour tout conclure, une enquête - qui ne va jamais aboutir - va être ouverte. Et au suivant ! C'est comme ça ! C'est le même scénario chaque fois qu'on tue un scolaire ici ». Par ailleurs, ce drame relance le débat au Niger d'une part, sur l'usage des armes par les forces de sécurité en pleine capitale et d'autre part, sur la conduite des jeunes, certains habitués aux rodéos et autres courses-poursuites qui ont fait beaucoup de victimes dans la capitale. Quoiqu'il en soit, les parents sont interpellés ! Paix à l'âme du disparu !

Malik WOGO



Qui sommes nous

NSI est une entreprise de commerce général et de prestations de services.
l'entreprise est spécialisée dans l'importation et la distribution des produits pétroliers et dérivés.
Par ailleurs nous opérons dans le domaine des marchés publics notamment les matériels informatiques, les meubles, les équipements etc.
Fiers d'expériences avérées dans le domaine au Mali et à l'international, nous nous efforcerons toujours de vous garantir la qualité et la quantité à des temps records.

NOS VALEURS

Audace
Innovation
Excellence

" ENSEMBLE NOUS IRONS LOIN "



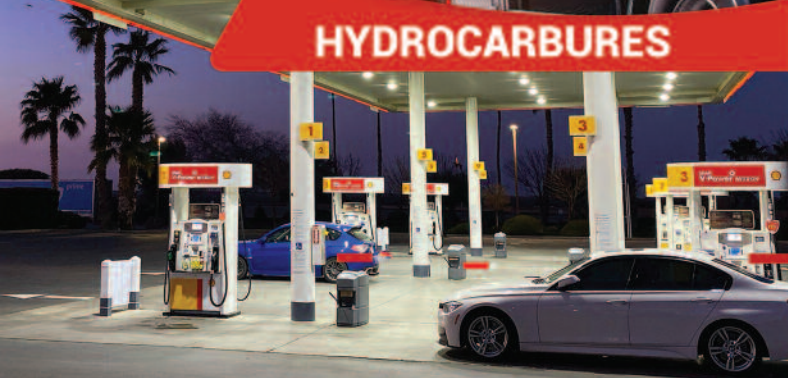
IMPORT EXPORT



TRANSPORT



HYDROCARBURES



MATERIEL INFORMATIQUE



VENTE DE VEHICULE



MOBILIER DE BUREAU

**Marchés
Publics**




Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Imbroglia autour de la désignation du chef de quartier de Lafiabougou : **Le quartier toujours orphelin d'un chef depuis quatre ans**

Cela fait près de quatre ans que le flou existe au tour de la désignation du chef de quartier de Lafiabougou. Depuis le décès, en 2018 de l'ancien chef, El Hadj Birama Traoré, connu sous le nom de « San Bourama », le quartier est confronté à un bras de fer opposant des membres du conseil de quartier et le clan de Sinaly Traoré, fils du défunt chef.



« cette situation n'a que trop perduré pour des raisons politiques et personnelles, et on est fatigué de cette histoire », se lasse un habitant de ce vieux quartier de Bamako. En effet, le fils du défunt chef, Sinaly Traoré, pressenti pour succéder à son père, est vivement contesté par une partie du Conseil de quartier, qui exige le respect de la loi en vigueur en matière de nomination des chefs de quartier.

De l'autre côté, Bourama Tabouré, l'homme de confiance de feu « San Bourama », est soutenu par des membres du Conseil qui exigent de nouvelles élections. Contactée par nos soins, la mairie de la Commune IV indique que plusieurs consultations ont été menées par rapport à cette affaire et que les documents nécessaires ont été fournis au Gouvernorat du District.

Ainsi, il revient au Gouverneur de trancher entre les deux parties, conformément à un arrêté du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation du 5 juillet 2018,

déterminant les modalités de nomination des chefs de village, de fraction et de quartier. En effet, cet arrêté stipule, en son article 5, que « le chef de quartier est nommé par décision du représentant de l'Etat dans le district, après avis du Conseil communal concerné ».

Depuis des mois, le dossier dort dans les tiroirs du Gouverneur du District. Interrogé sur l'affaire, un expert des questions administratives et territoriales nous a confié que le mandat des conseillers communaux étant arrivé à terme, depuis l'année dernière, le traitement de l'affaire est suspendu pour l'instant. Selon ses explications, c'est sur la base de l'avis des conseillers que le Gouverneur prendra la décision de désignation. « A l'heure actuelle, on ne peut pas nommer un chef de quartier, puisqu'il faut convier le collège des conseillers, dont le mandat est arrivé à terme. C'est pourquoi, nous envisageons de faire un plaidoyer pour la prorogation de leur mandat et dès que ce problème sera résolu, on pourra se concentrer sur la situation de Lafiabougou »,

a-t-il indiqué.

Toutefois, notons qu'il urge pour le Gouvernorat du District de juguler ce contentieux, en prenant une décision définitive. D'autant plus que « la situation actuelle du pays est très critique et il ne faudrait pas que ça se complique davantage par des guerres intestines et des jeux d'intérêt », prévient Amadou Sissoko, un notable du quartier.

Rappelons que Lafiabougou, fondé en 1960, est l'un des plus vieux quartiers de Bamako. A l'époque, il a été octroyé aux personnes rapatriées du Sénégal avec l'éclatement de la Fédération du Mali. Tiémoko Faye, alors Caisier à l'Assemblée Nationale, fut la première notabilité du quartier, avant que « San Bourama Traoré » ne soit intronisé chef du quartier, quelques années après.

Moussa Bilaly Sidibé
Source : L'Indépendant

Insécurité : Le cri de cœur de la population de Mondoro

Placés sous embargo total par les bandits armés depuis le 1er octobre 2019, les habitants de Mondoro ne savent plus à quel saint se vouer. Suite à cette situation, l'Association des jeunes pour le développement de Mondoro (AJDM) a, dans un communiqué de presse évoqué que le village de Mondoro dans la région de Douentza est coupé des autres villages de la Commune et le reste du monde. "Des engins explosifs improvisés posés partout ; rien n'y sort et rien n'y entre. C'est un embargo total, une mise en quarantaine forcée. Les conséquences de cette situation sont marquées par une détérioration progressive de l'état sanitaire et nutritionnel de la population. Des cas de maladies dus très certainement à la malnutrition font peu à peu leur apparition dans le village. Les maladies de ce genre avaient durement éprouvé certains villages de la commune en Mars 2018, causant une centaine de morts, majoritairement composée d'enfants, de femmes et de personnes âgées", explique le communiqué.



Selon l'association, le village est littéralement assiégé et réduit à sa plus petite expression. Toutes les entrées et sorties du village sont contrôlées par les groupes armés terroristes. Chaque jour à son lot de pertes en vies humaines. Tout le bétail est enlevé, les greniers sont vides. C'est la loi de la jungle.

Il est superflu de noter, bien sûr que s'il n'y a pas de cultures, donc pas de récoltes. Depuis le début de la crise, le village est dans un état de pénurie de produits de première nécessité : mil, riz, sorgho, sel, sucre etc. Trop c'est trop! Pour pallier momentanément ce manque de vivres, ajoute l'AJDM, les habitants du village ont mobilisé des fonds qu'ils ont par la suite acheminés à Sevaré. Une cinquantaine de tonnes de produits de premières nécessités a été achetée avec cet argent et stockée dans un magasin à Sevaré. Sollicitées pour l'acheminement de ces tonnes à Mondoro, les autorités en place n'ont toujours pas répondu à l'appel, alors que le village est au gouffre de la famine.

Une vingtaine de tonnes avait été préalablement acheminée par les FAMA, mais cette quantité, loin de couvrir les besoins des habitants, a été déjà consommée.

En mi-janvier 2022, plus d'une centaine de femmes et d'enfants ont fui le village par crainte d'être frappés par la maladie, due certainement à la famine.

Il ressort du communiqué que: "cette situation de détresse de Mondoro est bien connue des autorités auprès desquelles la population ne cesse de tirer la sonnette d'alarme. A la limite, la population risque de nourrir le sentiment de ne plus appartenir à la communauté nationale. C'est pourquoi elle crie au secours du Gouvernement de la République et de toutes les bonnes volontés pour lui venir en aide, afin de conjurer ces difficultés".

Bréhima DIALLO

Source : 22 Septembre

Fondation Santé Environnement : Une synergie d'action contre les déchets plastiques

La réunion de la Fondation Santé Environnement a été présidée, le jeudi 17 février 2022, par le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Modibo Koné. Au menu de l'ordre du jour : la présentation du plan stratégique décennal 2021-2030 et la conversion des actions à mener conjointement avec les différentes parties prenantes. La cérémonie a enregistré la présence des administrateurs de la Fondation et de plusieurs autres personnalités acquises pour à la cause. Cette rencontre a été l'occasion pour eux, de mettre en avant les réalisations, d'évoquer les difficultés rencontrées au cours de cette année et de faire une projection raisonnable et réalisable dans le moyen et long terme.



Créé en décembre 2007, la Fondation Santé Environnement est une organisation à but non-lucratif. Elle a pour but de mettre à disposition l'expertise de son réseau pour aider à établir et à renforcer les liens entre les secteurs aux fins de créer des synergies et des externalités positives pour la protection de la santé et de l'environnement. Elle a, entre autres, mené plusieurs études et enquêtes sur la gestion écologique des déchets, la pollution par les teintureries, les tanneries, les enquêtes de perceptions sur la loi 23-2014 sur l'importation la production et la commercialisation des sachets plastiques ainsi que sur la pollution de l'air dans le district de Bamako. Parmi les axes prioritaires de la Fondation, il s'agit d'amener les parties prenantes à travailler ensemble, à mobiliser les citoyens, à montrer qu'un autre avenir est possible, et à cartographier l'interface santé, climat et en-

vironnement.

En prenant la parole, le secrétaire général de la Fondation, Mohamed Salia Sokana a évoqué la participation à des projets conjoints avec l'ANGESEI Belgique et lancé l'initiative des Kiosques comme plateforme pour l'économie circulaire autour des déchets plastiques dans le cadre de son projet "Bamako sans déchets plastiques". « **Notre Challenge, c'est de pouvoir couvrir l'ensemble des six communes du District de Bamako** », a dit Mohamed Salia Sokana. Enfin, il a salué la signature récente de la convention tripartite entre la fondation et le ministère de l'Environnement et celui de la Santé.

Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Modibo Koné, dans sa communication est longuement revenu sur les énormes problèmes environnementaux et les effets du changement clima-

tique qui imposent à la population malienne déjà très éprouvée, des pertes en vies humaines, des incapacités et des souffrances incalculables. « **Nous pouvons les éviter si nous nous impliquons tous dans la préservation de notre écosystème, dans l'amélioration de la qualité de vie dans nos cités** », a affirmé le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du développement, Modibo Koné, avant de féliciter la Fondation pour sa vision qui est de mobiliser et d'agir pour un environnement sain et pérenne.

En outre, cette rencontre a été un tremplin pour les administrateurs pour évaluer le processus et de mettre le curseur sur le changement climatique qui demeure un problème mondial.

■ Ibrahim Sanogo

Projet Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement : Des avancées constatées

Le ministre - commissaire à la sécurité alimentaire, Redouwane Ag Mohamed Ali, a présidé, le jeudi 17 février 2022, la 2ème session ordinaire du Comité National de Pilotage (CNP) du Projet Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement (PBVE).

La présente Session Ordinaire du Comité National de Pilotage est essentiellement consacrée au partage, à l'examen et à l'adoption des documents de gestion, à savoir le point d'exécution des recommandations de la 1ère session extraordinaire du Comité National de Pilotage, le rapport d'activités technique et financier 2021 et le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2022.

Selon la Coordinatrice Pays de l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) Mme Kassogue Claudia Berlandis, cette occasion permet de constater la volonté de l'Italie à supporter cette initiative de la Présidence de la République du Mali dans sa vision globale de développement : une vision efficace, équitable, inclusive et durable. Une vision qui répond à l'exigence de concilier le respect et la tutelle de l'environnement et le développement économique et humain. Une vision qui veut, en définitive, contribuer à identifier des solutions adéquates et durables pour la création d'emplois et qui puissent fournir des alternatives viables pour les populations. Une vision qui marque, donc, la démarche pour la stabilité et la paix. « **La rencontre à laquelle nous sommes conviés représente l'occasion pour analyser les activités entamées en 2021 et identifier les solutions immédiates pour résoudre les problèmes rencontrés au cours de l'année passée et bien planifier les activités de l'année 2022** », a-t-elle dit, avant de poursuivre que le projet s'est doté des instruments, des outils et des ressources humaines de soutien d'une démarche ponctuelle et respectueuse des temps de réalisation prévus Malgré les difficultés rencontrées et la lenteur connue au regard de certaines procédures, plusieurs actions ont démarrées et ont été finalisées. Même si le taux de décaissement reste encore faible à la date du 31 décembre 2021, le projet a pu lancer 12 procédures de passations des marchés pour un montant total d'environ 1.700.000 €, c'est-à-dire les 30 % du premier



décaissement ; et tout cela en un peu plus d'un semestre.

Le ministre-commissaire à la sécurité alimentaire, Redouwane Ag Mohamed Ali, a rappelé que l'Initiative Présidentielle Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement est un projet multidimensionnel, qui découle de la volonté constante de nos plus hautes autorités à faire reculer la pauvreté et à oeuvrer sans relâche pour la paix et la sécurité dans le pays. Mis en œuvre dans les régions du Sahel Malien de Kayes et de Nioro, ce projet combine des activités de restauration des terres dégradées avec des actions de promotion d'emplois décents par le truchement du reboisement et la promotion de la gomme arabique. « **En somme, le Projet a pour objectif global de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations dans les zones affectées par la désertification et la dégradation des terres, et ce afin d'affermir leur résilience à travers la gestion durable des ressources naturelles** », a dit le Redouwane Ag Mohamed Ali.

Il a mis à profit cette cérémonie pour souligner que le projet a rencontré des difficultés majeures qui ont entaché l'exécution normale des activités au cours de l'année 2020/2021. Ces difficultés ont trait, entre autres, à la lourdeur

des aménagements institutionnels, à l'insécurité résiduelle, aux restrictions liées à la pandémie de la COVID-19. Toutefois, les défis ont pu être résorbés grâce à un cadre de concertation mis en place avec la participation active de l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du projet. « **La mise en œuvre des activités a enregistré des avancées concrètes, parmi lesquelles : l'identification de deux sites pilotes dans les régions de Kayes et de Nioro, la réalisation d'un forage équipé à Kayes, la mise en place d'une coopérative au niveau d'un site pilote, l'acquisition de matériels logistiques (véhicules, motos et vélos, etc. Au plan financier, le taux de décaissement reste certes encore faible, car le projet est dans le processus d'études de faisabilité qui préparent la vie active du projet, Toutefois, il est bien envisageable qu'avec la réalisation de gros investissements pour les aménagements agricoles, cette tendance s'inversera** », a-t-il révélé, avant de déclarer, ouverts les travaux de la 2ème session ordinaire du Comité National de Pilotage (CNP) du Projet Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement (PBVE).

■ Ibrahim Sanogo

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO
+223 93 34 98 73



Transition : Des positions politiques inconciliables !

Afin d'obtenir plus d'inclusivité, le Gouvernement de la Transition a adopté en Conseil des ministres extraordinaire du 4 février 2022, le projet de loi portant révision de la Charte de la Transition du 12 septembre 2020. Cette loi, si elle obtient l'aval du CNT, permettra de l'élargir pour atteindre 147 membres. Par cette ultime ouverture, on pourrait espérer l'arrivée en son sein d'un grand nombre d'acteurs politiques opposés à la Transition en cours. Idem, pour le Gouvernement dont la révision de la Charte de la Transition permettra l'augmentation de ses membres. Mais cette opportunité politique semble n'avoir pas l'heur de plaire aux opposants de la Transition.

Ainsi la perspective de révision de la Charte de la Transition pour l'élargissement du nombre des membres du CNT, au lieu d'apaiser, rend le débat politique au Mali de plus en plus houleux. Ce débat est même en train de se focaliser entre les pros et anti-Transition. Évoluant comme deux plaques tectoniques en mouvement qui se rapprochent dangereusement, le pire est à craindre entre les deux camps adverses. Plus que jamais, une collision tectonique entre les deux plaques est beaucoup à craindre. Mais les acteurs politiques de l'opposition iront-ils jusqu'à franchir le rubicon pour battre le pavé, au risque d'affronter le camp adverse ? Où vont-ils savoir raison garder, en acceptant de faire un ultime compromis avec les Autorités pour l'intérêt supérieur de la nation ? S'il est difficile de répondre à ces interroga-

tions, une chose est cependant certaine : des signaux de mauvais augures subsistent. D'autant que l'opportunité politique d'élargissement du CNT comme celui du Gouvernement semble n'avoir pas l'heur de plaire aux opposants de la Transition. Ces derniers, regroupés autour de la Plateforme dénommée « Cadre des partis politiques pour une Transition réussie », se radicalisent et s'obstinent pour un retour rapide (pour ne pas dire immédiat) à l'ordre constitutionnel. Ils sont nombreux à défendre, sur les médias nationaux et internationaux, la justesse des lourdes sanctions imposées à leur pays par la CEDEAO, l'UMOE, l'UA, la France et l'ensemble de la Communauté dite Internationale (mais composée essentiellement de pays occidentaux). Tout comme ils s'en réjouissent et espèrent que ces sanctions permettront

de déstabiliser, en leur faveur, les Autorités de la Transition. Lesquelles seraient contraintes d'organiser dans un délai bref des élections générales.

A ce train, il devient hélas difficile de concilier la position des deux camps antagonistes. Tant les anti-Transitions ne cessent de dénoncer la prochaine révision de la Charte de la Transition, qu'ils considèrent comme « une volonté de s'accaparer du pouvoir ». Ils exigent une nouvelle architecture de la Transition. Ils tranchent que celle en cours doit s'achever le 27 février prochain. En lieu et place, ils proposeront la formation d'un nouveau Gouvernement, qui sera dirigé par « un Premier ministre neutre », et un nouveau CNT. Le point d'orgue de leur activité politique, sera la non-reconnaissance des Autorités actuelles, à compter du 25 mars prochain. Une date butoir de tous les dangers !

Toutefois, ne faut-il pas mettre un bémol à cette crainte ! D'autant que, jusqu'à preuve du contraire, les acteurs politiques maliens opposés à la Transition, bien que provenant d'une grande quantité de partis politiques, et leurs sympathisants, n'ont jamais été capables de mobiliser les masses pour défendre leur cause. Mais, aidés par la Communauté dite internationale, il ne faudra tout de même pas négliger leur capacité de nuisance. Qu'Allah sauve le Mali !

Gaoussou Madani Traoré
Source : Le Pélican



Yelemma-cadre d'échange : Rupture actée ?

Le parti YELEMA « Le Changement » vient de se désolidariser de la déclaration du cadre des d'échange des partis et groupements politiques pour une transition au Mali concernant la non-reconnaissance des autorités de transition à partir du 25 mars. Cette position a été exprimée hier, mercredi 16 février 2022, à travers un communiqué signé par le président du parti, Dr Youssouf Diawara. Cette divergence de position serait-il un début de divorce entre ce parti et le groupement dont il est membre ? Le futur nous le dira.



Le cadre d'échange des partis et groupements et groupements politiques pour une transition réussie ne reconnaîtra pas les autorités en place à partir du 25 mars. Telle est la position qui a été dégagée lors de la journée de réflexion organisée le 9 février dernier. Mais Yelemma n'est pas dans cette dynamique.

Dans un communiqué publié hier, le parti de Moussa Mara a clarifié sa position. « Le parti YELEMA « Le Changement » a examiné les conclusions de l'atelier organisé par le cadre d'échanges des partis et regroupements politiques pour une transition réussie le 09 février 2022 et confirmé les jours d'après par certains responsables du Cadre dans les médias, parmi lesquelles la non-reconnaissance des autorités de transition à partir du 25 mars 2022 », a rappelé le communiqué qui ajoute que « seul le Directoire du Cadre est compétent pour prendre des décisions l'engageant ». Selon Dr Diawara, le contenu des conclusions de la journée de réflexion du cadre d'échange n'ayant pas été soumis à l'appréciation du directoire ne saurait engager notre parti.

La position de Yelemma
Même si le parti de Moussa Mara n'est favo-

nable à une prolongation de la transition à une durée déraisonnable, il n'est pas dans la logique de non-reconnaissance des autorités à partir du 25 mars. Sur ce point, il abandonne le cadre d'échange en plein vol. « Le parti YELEMA « Le Changement » se désolidarise entièrement de cette déclaration et en conséquence de la décision de non-reconnaissance des autorités de transition à partir du 25 mars et invite les uns et les autres à demeurer avec l'esprit de mesure et de responsabilité ayant toujours sous-tendu les actions du Cadre dont l'objectif principal demeure la réussite de la transition pour le bonheur du peuple du Mali », a précisé le communiqué. Le parti du changement ajoute : « notre position que nous déclinons dans le présent communiqué fut partagée avec les responsables du Cadre dans les heures qui ont suivi cette déclaration et cela avec la transparence que cela demande ».

A en croire ce parti, son combat pour le respect des textes quels qu'ils soient de la part des autorités « ne saurait être ignoré de notre part au sein du Cadre dont nous sommes à la base de la mise en place pour aider la transition à réussir ».

La formation politique dirigée par Youssouf Diawara a, par ailleurs, exprimé qu'elle ne « perdra jamais de vue ses idéaux et l'objectif de son combat qui reste et demeure le progrès et la justice pour tous et qu'il ne s'engagera dans aucune démarche qui n'aura pour finalité la sauvegarde des intérêts du Mali et des Maliens partout et en tout temps ».

Un début de divorce

Le cadre tient à la non-reconnaissance des autorités actuelles à partir du 25 mars comme la prunelle des yeux. Une mesure que conteste le parti Yelemma. Le cadre d'échange mettra-t-il en œuvre ses menaces si ses revendications ne sont pas satisfaites d'ici le 25 mars ? Question. Le Yelemma va-t-il claquer la porter si le cadre met cette mesure en application ? Rien à écarter. Après ce communiqué, on ne s'étonnera pas voir Yelemma démissionner du cadre d'échange si celui-ci entre dans les actions de reconnaissance des autorités de la transition à partir du 25 mars.

Boureima Guindo
Source : LE PAYS

Observatoire citoyen contre l'impunité et pour la redevabilité : Des dysfonctionnements constatés dans la gouvernance !

En prélude de la journée mondiale de la Justice Sociale, l'Observatoire Citoyen Contre l'Impunité et pour la Redevabilité (OCCIPRE) a publié les résultats de ses rapports trimestriels sur la perception des citoyens sur l'évolution de la Transition. C'était au cours d'une conférence de presse tenue, le jeudi 17 février 2022. Le thème de la conférence était : « Le respect des droits humains passe aussi par une bonne politique de Justice Sociale ».

L'observatoire citoyen contre l'impunité et pour la redevabilité (OCCIPRE), faut-il le rappeler, est un consortium composé de trois organisations dont deux sont maliennes (Tuwindi et Amnesty International Mali) et une organisation néerlandaise en l'occurrence Free Press Unlimited. Son action consiste à monitorer les violations des droits humains commis en République du Mali et à faire le suivi de la transition - le tout à travers des plateformes technologiques. Cette conférence s'inscrivait dans une dynamique de communication visant à attirer l'attention des autorités de la transition sur les enjeux liés aux violations des droits humains et à la prise en compte des aspirations de la population dans la gestion des affaires publiques.

Dans ses missions, le Consortium OCCIPRE se veut une force de propositions à travers des enquêtes impartiales qu'ils mènent sur le territoire national. Dans ce registre, il est allé à la rencontre des maliens afin de recueillir leurs avis sur l'évolution de la Transition malienne. La présentation des résultats des presses Xensa et SIRA a permis d'obtenir beaucoup d'informations sur le mode de gouvernance dans notre pays. Le ton de la conférence a été donné par le directeur exécutif de Tuwindi, Tidiane Togola. Dans son intervention, il a touché du doigt les problèmes qui minent la gouvernance de notre peuple marqué par des violations des droits humains.

Cette brève introduction fut suivie par la présentation des résultats des enquêtes menées. Selon Youssouf Poudiougou, plus de 1600 Maliens ont accepté de participer à cet exercice démocratique, dont 36% de femmes et 64% d'hommes. L'étude a touché toutes les catégories d'âges confondues de toutes les localités du Mali, même dans les zones où



l'insécurité sévit. Elle a été menée au lendemain des Assises Nationales de la Refondation et du dernier sommet de la CEDEAO. 73,50% de la population estiment que les recommandations issues des Assises nationales de la Refondation reflètent l'opinion de la population. Seulement 20,12% des personnes interrogées pensent que les sanctions de la CEDEAO sont appropriées pour sortir le Mali de la crise. 34,65% des enquêtes estiment que la sécurité s'est largement détériorée pendant la Transition, 58,91 pensent que l'armée malienne ne peut à elle seule sécuriser l'ensemble du territoire, 46,94% des personnes interrogées estiment que les autorités de la Transition doivent s'atteler à l'organisation des élections générales et laisser la conduite des réformes aux autorités qui seront élues.

Les résultats des enquêtes du consortium OCCIPRE incrimine les groupes armés terroristes et les Forces Armées Maliennes ainsi que les mouvements d'auto-défense qui ont commis plusieurs cas d'atteintes aux droits humains. « **Les faits d'enquêtes et documentés par les observateurs OCCIPRE font état de 1165 incidents signalés sur la plateforme, 1165 incidents ont été vérifiés et validés par les superviseurs et 1151 victimes re-**

consées. Les incidents remontés se sont produits dans 416 localités du Mali. Les faits documentés, courant le dernier trimestre, sont au nombre de 219 », a dit Youssouf poudiougou.

A en croire, Tidiane Togola, courant le dernier trimestre, la jouissance de la liberté d'expression a été mise à rude épreuve. « **Cela se lit par les interpellations et arrestations de quelques leaders politiques, journalistes et activistes ayant exercé leur droit de parole** », a-t-il laissé entendre en répondant aux questions des journalistes.

Enfin, il faut noter par ailleurs que l'Observatoire Citoyen Contre l'Impunité et pour la Redevabilité (OCCIPRE) est un consortium soutenu par l'Union européenne et composé de Tuwindi, Amnesty International Mali et Free Pree Unlimited (FPU). Il a pour objectif la diminution de l'impunité des violations des droits de l'homme, des crimes économiques et des cas de corruptions au Mali. L'emploi de la technologie digitale et mobile, facilite le monitoring collectif, la veille citoyenne et le plaidoyer commun pour la redevabilité et un accès à la justice.

■ Ibrahim Sanogo

Institut national des arts : Des étudiants s'opposent à une mesure gouvernementale

Bâti au cœur du centre commercial de Bamako, l'institut national des Arts (INA) est un centre d'apprentissage culturel et artistique du Mali. Cette école a été créée en 1933, sous le nom de Maison des Artisans soudanais, puis rebaptisée Ecole artisanale de Bamako, avant de devenir Institut national des Arts, en 1963. Avec la prise d'une nouvelle décision dont les autorités ont déjà commencé la mise en œuvre, les étudiants manifestent leurs oppositions.



Ils étaient nombreux à battre le pavé, ce lundi 14 février 2022, pour dire « non » à tout changement de lieu de l'institut national des Arts. Cette école, construite depuis des années au cœur du centre-commercial sis dans la rive gauche de Bamako, sera bientôt ramenée à la rive droite de la capitale malienne (Bamako), précisément dans la zone dite aéroportuaire. Les travaux de la construction du nouvel INA sont à plus de 90%. Le chantier a même fait l'objet d'une visite, ce 14 février, par une délégation ministérielle de l'Artisanat, de la Culture et de l'Industrie hôtelière accompagnée des membres du CNT. Certains étudiants disent être opposés à cette nouvelle décision du Gouvernement. Laquelle vise à ramener l'école dans la zone dite aéroportuaire. Ainsi, pendant que les autorités étaient sur le chantier pour la visite, les étudiants, quant à

eux, manifestaient pour dénoncer la vente et le changement du lieu de l'école. « Vendre l'INA c'est effacer une partie de mon histoire » ; « INA est ma vie » ; « Non à la vente de l'INA » ; « Touche pas à mon identité » ; « Stop, non à la privatisation de l'Ina », sont entre autres les messages qu'on pouvait aisément lire sur les banderoles et les affichages. À visages découverts, ils sont sortis pour simplement dire « non » à toute idée de ramener l'institut national des Arts à une autre zone ou quartier de Bamako. Devant la presse, les étudiants ont manifesté. Ils soutiennent être dans l'insécurité dans la zone aéroportuaire de Bamako-Sénou, un lieu où les nouvelles autorités souhaitent ramener l'institut. Ces contestations surviennent suite à la démolition des milliers de maisons par les nouvelles autorités, sur la même zone, pour « occupation

illégal » de l'espace destiné à la construction des infrastructures aéroportuaires. Selon un manifestant, aucun pays ne peut avancer sans sa culture. « On nous dit que l'INA doit quitter ce quartier centre commercial pour être construit au niveau de la zone aéroportuaire. Nous ne sommes pas d'accord avec cette décision », explique le manifestant. Scandant la non vente de l'institut, les étudiants tiennent à souligner que le changement du lieu de l'école n'agencera personne parmi eux. En tout cas, pas ces étudiants issus des familles pauvres dont beaucoup se réclament. Présent sur la scène, Amadou Guindo dit Tapa rapporte que cela lui fait deux (2) ans en train d'apprendre au sein de cette école. Un lieu dont la vie n'est pas du tout facile pour un pauvre étudiant, selon lui. « Bien vrai que l'INA est bâti dans un quartier peuplé, puisqu'au cœur de Bamako, je sais comment je suis en train de vivre. À tel point que vivre ici est dur, tu ne trouveras personne capable de te prêter même 100F », évoque Amadou Guindo qui précise : « Alors s'il faut encore quitter ici pour vivre esseulé dans la zone aéroportuaire de Bamako-Sénou où personne n'est présente, cela va être compliqué pour nous tous ».

Des démolitions de maisons se passent dans cette zone dite aéroportuaire, depuis que plusieurs parmi les étudiants n'étaient pas encore venus au monde. Des chefs de familles sont chassés du lieu avec leurs enfants et femmes, sous prétexte que l'espace non destiné à usage d'habitation est dangereux. Et pourquoi décider de construire l'Institut national des Arts à cette même zone ? S'interroge M. Guindo. Le manifestant annonce que l'apprentissage du monde des Arts et de la musique sera mis en cause, le jour où les autorités décideront de changer le lieu. « Cet institut contient des ressortissants de presque toutes les régions du Mali. Nous prions vraiment le Gouvernement de ne pas nous amener dans un autre endroit », a-t-il dit. Pour Zé Mamadou Berthé, cette nouvelle décision du Gouvernement n'est pas compréhensible, compte tenu des difficultés quotidiennes des étudiants. Le manifestant révèle que « cette histoire est une affaire de tous et nécessite l'implication de tout le monde ». « Nous quittons ici (centre commercial) pour aller où ? », S'interroge-t-il.

Mamadou Diarra
Source : LE PAYS

Crise ukrainienne : À Tchernihiv, la population garde son calme malgré la menace russe

La Russie mène des exercices conjoints avec la Biélorussie, à quelques kilomètres de la frontière nord de l'Ukraine. Minsk a promis que tous les soldats russes déployés sur son territoire dans le cadre de ces manœuvres quitteraient le pays à la fin prévue de ces exercices le 20 février. Kiev a augmenté le nombre de garde-frontières et surveille plus étroitement les régions frontalières. C'est le cas dans la région de Tchernihiv, première ville sur la route venant des frontières russe et biélorusse.



Dans leur combinaison de ski, des enfants jouent dans un parc du centre-ville, insouciant, à mille lieux des informations inquiétantes sur les déploiements militaires russes et les manœuvres conjointes avec la Biélorussie. Les vidéos de trains chargés de matériel militaire quittant les zones frontalières avec l'Ukraine peinent d'ailleurs à convaincre les Occidentaux qui assurent ne pas constater de retrait réel des soldats russes. Cet habitant de Tchernihiv n'a cependant rien changé à ses habitudes. « Il y a peut-être des manœuvres là-haut, mais ici, tout est normal. Rien n'a changé, on continue

à vivre comme avant. On peut dire que la situation est stable », déclare-t-il au micro de RFI.

À une centaine de kilomètres de la frontière avec la Russie et la Biélorussie, Tchernihiv, avec ses 280 000 habitants, serait la première grande ville sur la route des militaires russes en cas d'attaque par le nord. Mais Aleksii Mandriko venu, promener ses filles, préfère se tenir à l'écart des informations alarmistes. « On ne peut pas savoir quels sont les plans de la Russie. Sur son territoire, elle fait ce qu'elle veut. C'est son droit. Et quand on nous dit telle unité s'est déplacée, ils vont nous attaquer, tout

cela, je pense est gonflé artificiellement, explique-t-il. C'est comme un voisin : il a le droit de mettre ce qu'il veut derrière sa clôture. Mais en réalité, la Russie règle ses comptes avec les États-Unis. Et nous, on nous utilise comme une zone tampon. Qu'est-ce qu'on peut y faire ? »

Aleksii reste quand même sur ses gardes. Il a retiré de l'argent, au cas où, et n'exclut pas de partir se réfugier dans les Carpates avec sa famille si la situation venait à se détériorer.

Source : RFI

UE-Afrique : Un sommet pour redéfinir la relation entre les deux continents

Un sommet de première importance entre l'Union européenne et l'Union africaine s'ouvre ce jeudi 17 février à Bruxelles. Un sommet où la relation entre les deux continents sera au cœur des discussions.



C'est le sixième rendez-vous du genre. L'Union européenne et l'Union africaine se réunissent ce jeudi et vendredi en sommet à Bruxelles. Pas moins de 80 chefs d'État et de gouvernement sont annoncés, dont la moitié en provenance du continent. Le format de ce rendez-vous a été revu. Finie la traditionnelle session plénière où chaque chef d'État n'avait que quelques minutes pour s'exprimer. Les organisateurs européens et français ont innové en mettant sur pied des tables-rondes auxquelles participeront à chaque fois une vingtaine de chefs d'État ainsi que des personnalités extérieures, en provenance par exemple du FMI ou de la Banque mondiale. Il y aura ainsi sept tables-rondes réparties par thématiques : financement de la croissance, sécurité et gouvernance, mais aussi migrations, santé, transition énergétique, éducation et intégration économique. Ces table-rondes seront à chaque fois présidées par deux dirigeants qui rendront ensuite

compte de leurs travaux devant leurs pairs. L'objectif est ainsi de fluidifier les débats et de permettre des discussions plus directes et plus franches. Car si les points de convergences sont régulièrement mis en avant, les sujets de friction entre les deux continents ne manquent pas, que ce soit sur les questions de migration, de climat, de sécurité ou encore de gouvernance. Face à une Europe suspectée de dicter ses choix, l'Afrique parviendra-t-elle alors à faire entendre sa voix ? Au-delà des engagements sonnants et trébuchants, l'un des objectifs de ce sixième sommet sera bien de relancer une relation mise à rude épreuve par la crise du Covid-19. L'Europe devra aussi prendre en compte les préoccupations africaines. Aussi « le scepticisme des Africains face à la nervosité des Européens » est-il l'état d'esprit régnant à la veille de ce sommet, estime le spécialiste des relations Europe-Afrique Geert Laporte. L'Europe veut redéfinir le partenariat

entre les deux continents à travers ce qu'elle avait présenté en mars 2020 comme « sa stratégie avec l'Afrique ». Mais en deux ans, l'enthousiasme est retombé, laissant apparaître un partenariat qualifié bien souvent d'« asymétrique ».

Pour preuve, la crise du Covid avec un mécanisme de solidarité qui s'est enrayé, notamment sur les vaccins, et l'arrivée du variant Omicron qui a provoqué des tensions diplomatiques. « Les Sud-Africains ont été transparents, explique un chercheur, mais les Européens ont répondu par la fermeture des frontières. » Ce qui a mis en colère le président sud-africain, Cyril Ramaphosa.

Dans un contexte international plus incertain, l'Europe a besoin de partenaires et donc de fidéliser sa relation avec un continent dont elle est proche, à l'heure où celui-ci est convoité par d'autres puissances. Plus que des promesses de financements, l'Europe devra aussi prendre en compte les préoccupations africaines. Pour Maximilienne Ngo Mbe, militante camerounaise des droits de l'Homme et directrice du Réseau des défenseurs des droits de l'homme de l'Afrique centrale (REDDHAC), les partenariats doivent être techniques et pas seulement financiers :

« Nous devons demander de plus en plus à l'Union européenne un accompagnement technique. Parce qu'il faut le dire clairement, il y a des faiblesses sur des questions techniques, sur le développement, sur la bonne gouvernance, sur les droits de l'homme. Et qu'on évite de nous dire que l'Union européenne va mettre 178 millions d'euros pour le Cameroun seulement. C'est énorme ! Nous voulons simplement un partenariat gagnant-gagnant : nous avons aussi des choses à donner à l'Union européenne. L'Union africaine ne peut pas devenir cette chambre qui reçoit de l'argent et qui après ne sait même plus dire : "ce n'est pas ça qu'il nous faut". »

Mais, dans le même temps, « l'Europe veut faire de l'Afrique son partenaire préféré, mais est-ce qu'elle est prête à des concessions ? », s'interroge le chercheur Geert Laporte. Pour ce dernier, il faudra particulièrement suivre les discussions autour de la question migratoire pour avoir des premiers éléments de réponses.

Source : RFI

MERCATO – Barcelone : XAVI reçoit un surprenant appel du pied !

Passé par les équipes jeunes du FC Barcelone et désormais à la Lazio, Luis Alberto a évoqué un possible retour en Catalogne.

Dès son retour à la présidence, Joan Laporta s'est montré clair concernant sa volonté de renouer avec l'ADN du FC Barcelone. Cela est forcément passé par la promotion des jeunes pousses du centre de formation comme Pedri,

Gavi, Nico ou encore Ansu Fati, sur lesquels Xavi semble vouloir s'appuyer. Les Barcelonais ont également dû récupérer des pépites parties s'exiler à l'étranger comme Adama Traoré, qui s'est révélé en Premier League sous les couleurs de Wolverhampton ces dernières années. Luis Alberto a lui passé peu de temps dans les équipes jeunes du FC Barcelone, mais il semble en garder un excellent souvenir...

« LE SEUL ENDROIT OÙ JE ME SUIS SENTI BIEN, C'EST BARCELONE »

C'est en tout cas ce que le milieu de la Lazio a expliqué, lors d'un échange avec le journaliste espagnol Gerard Romero. « Le seul endroit où je me suis senti bien, c'est Barcelone. Tout m'amusait là-bas, même dans le travail de tous les jours. A la Lazio ou encore à Liverpool la pression est différente » a expliqué Luis Alberto. « J'ai encore trois ans de contrat et j'ai le temps pour revenir. J'aimerais bien retrouver l'Espagne avant la fin de ma carrière ». Reste à voir si Xavi voudra recruter un joueur expérimenté, qui pourrait toutefois freiner l'évolution de ses jeunes pousses.

Source : Mercato





Bélier (21 mars - 19 avril)

Il est important de faire un break, car un changement d'activité est proche. Saturne en Capricorne vous incite à trouver un autre poste pour vous épanouir davantage. L'ambiance dans le travail et les tâches répétitives ont pu vous motiver pour partir.

Vous pouvez dépenser pour des articles utiles et attendre pour faire des économies. La prudence est de mise, car l'instabilité professionnelle vous donne une visibilité réduite sur la gestion du budget. Un paiement obligatoire peut retarder des achats.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous oscillez entre compromis et fermeté. Les hostilités de la part de vos collègues sont officiellement ouvertes. Vous essayez de rester le plus objectif possible, Mercure vous suggère de ne pas mélanger vie professionnelle et vie privée.

Vous gardez un œil sur votre budget. Aujourd'hui vous freinez les dépenses les moins utiles. Réputé bon gestionnaire, vous ne pouvez pas vous laisser aller, quitte à ne pas lâcher votre calculatrice de la journée. Il ne faut pas abuser !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si l'un de vos collègues vous demande de le défendre, réfléchissez avant de le faire. Le climat vous expose à des histoires et une dégradation de l'atmosphère dans votre service. Des querelles pour des détails peuvent venir comme un cheveu sur la soupe.

Écoutez les conseils prodigués par votre famille qui peuvent vous rendre service. Ils peuvent vous aider à réaliser des économies. Il faut être patient pour stabiliser le budget. Vous pouvez passer la journée à râler à cause de la frustration passagère.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre ambition sera déçue. Vous pourriez même avoir envie de prendre certains risques en donnant un coup de balai à une organisation qui vous étouffe. Vous vous appliquerez à changer certaines règles même si votre direction voit cela d'un mauvais œil.

Financièrement, vous n'aurez que des satisfactions ! Quoi que vous vous apprêtiez à faire, vous pouvez être assuré de sa réussite. Vous saurez faire preuve d'habileté si vous devez acheter ou vendre un bien. Votre gestion est exemplaire !



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aimez que l'on écoute vos idées. Cette envie peut être à double tranchant. Vous aimez imposer aussi votre point de vue et cela attise des rivalités déjà latentes. Malgré le contexte, votre situation professionnelle évolue vers un nouveau poste.

Une mise au point serait la bienvenue avec votre gestion matérielle. Vous êtes pressé de renouveler des articles pour offrir du confort à votre famille et cela engendre une série de dépenses que vous pourriez échelonner. Il y a un risque de découverte.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Jupiter vous donne l'opportunité d'opérer de grands changements dans votre vie professionnelle. Vos projets prennent plus d'ampleur, vous développez votre réseau. Un contact souhaite vous débaucher. Il est préférable d'analyser la situation avant d'agir.

Dans vos finances l'équilibre est préservé. Vous n'avez pas de soucis à vous faire, les astres protègent votre argent. Cependant, si un ami vous doit de l'argent, rappelez-lui avec tact et gentillesse que les bons comptes font les bons amis.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un ancien collègue peut vous donner un contact pour trouver un nouveau poste. De la lenteur est encore à prévoir et vous pouvez râler une partie de la journée pour vos conditions actuelles de travail. Le poste actuel ne correspond plus à vos ambitions.

Il est utile de faire un point, car plusieurs jours de file sont axés sur la gestion de la trésorerie. Les questions d'argent vous entêtent, car votre salaire s'envole dans les charges. Vous pourriez envisager de changer d'activité pour gagner plus.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les choses iront bon train ! Votre dynamisme, votre sens de l'organisation vous vaudront un franc succès. Vous pourrez mettre sur pieds vos projets, engager des négociations que vous mènerez d'une main de maître. Vous viendrez à bout des travaux difficiles.

Le carré Jupiter/Vénus pousse fortement à la dépense. D'un côté, vous avez suffisamment de rentrées d'argent pour vous faire plaisir. Mais de là à attraper la fièvre acheteuse, non ! Pensez un peu à épargner pour les jours plus difficiles.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous faites des concessions, car l'évolution professionnelle ne se déroule pas comme vous le voulez. Il règne une atmosphère de tensions et de rivalités dans votre activité professionnelle. Cela peut vous apporter une déception amère vis-à-vis d'un collègue.

L'atmosphère est aux dépenses qui restent importantes et diversifiées. Il y a peu d'économies possibles, car les sorties actuelles sont nombreuses et vous ne savez pas réellement refuser de régler des notes. La journée peut encore entraîner des frais.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vos compétences et vos expériences séduisent, aujourd'hui une opportunité inattendue se présente à vous, sachez la repérer et l'accueillir comme il se doit. Vous avez l'occasion de démontrer tous vos talents, vous saisissez votre chance.

Votre générosité risque bien de vous jouer des tours. Ne vous sacrifiez pas pour les autres. L'argent est suffisamment difficile à gagner ce n'est pas pour le distribuer à tout-va. Ne laissez personne abuser de vos largesses, posez des limites.



Verseau (20 janvier - 19 février)

La coopération est demandée dans vos fonctions. On peut vous réclamer également dans une réunion pour intervenir et donner votre opinion. Les astres sont propices à de nouvelles connaissances dans votre vie professionnelle et des liens se créent.

C'est la prudence qui doit guider votre vie malgré les dépenses qui persistent. Dans les sorties avec vos amis, apprenez à être moins généreux et à restreindre vos dépenses. C'est avec de petites économies que vous pouvez stabiliser votre trésorerie.



Poisson (19 février - 21 mars)

Quelque chose de nouveau se présente. Il peut s'agir d'une nouvelle mission ou carrément d'une nouvelle entreprise qui pourrait vous faire signe. Cette journée signera un nouveau départ qui vous ouvrira de nouvelles portes et un horizon plus vaste.

L'argent rentre régulièrement et il ne devrait pas y avoir d'imprévu. Vous pourriez songer à revoir votre budget pour réduire vos frais sur certains postes comme les assurances ou les forfaits de téléphone ou encore les abonnements aux nouvelles chaînes de télévision.

L'information est l'oxygène des temps modernes


Malikilé


QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

 Journal Malikilé

 +223 70 44 22 23

 ampikile@gmail.com

 www.malikile.com